

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Préface	11
Liste des principales abréviations	15
Sommaire	19
Introduction générale	21

PREMIÈRE PARTIE

L'INSUFFISANCE DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSSES

Titre 1 : La réunion des conditions de la responsabilité	47
Chapitre 1 :La rencontre entre les choses incorporelles et l'article 1242 alinéa 1 ^{er}	49
Section 1 : La chose incorporelle : proposition de définition.....	49
I. La chose, une « non-personne ».....	49
A. La chose et la personne, une summa divisio fragile	50
B. La notion de personne	56
1. Une notion évanescence	56
2. Pour une conception fonctionnelle	59
II. La nature incorporelle de la chose	63
A. La recherche d'une terminologie précise	64
B. L'incorporel et le recours aux sens	69
Section 2 : L'inclusion des choses incorporelles dans le champ de la responsabilité du fait des choses.....	73
I. Une problématique inévitable	74
A. Une question contournée ou éludée.....	74
B. Une inclusion nécessaire	78
II. Une inclusion possible	82
A. L'indifférence de la nature de la chose	82
B. Une disparité classique	85
Conclusion du Chapitre 1	99
Chapitre 2 : Le fait des choses incorporelles.....	101
Section 1 : L'admission du fait des choses incorporelles	101
I. La nécessité d'un fait de l'homme, un faux obstacle	101
A. Le fait de la chose, une fiction.....	102
B. L'acceptation d'un fait fictif des choses incorporelles	106
II. L'éviction opportune du fait de certaines choses incorporelles	110
A. Une éviction justifiée par un impératif de protection de l'individu : le fait de l'information.....	110

B. Une éviction justifiée par des considérations pragmatiques : le fait de la monnaie et le fait de la créance.....	113
1. Le fait de la monnaie	113
2. Le fait de la créance	119
Section 2 : La preuve du fait des choses incorporelles :	
la recherche d'une explication causale.....	122
I. La présomption de causalité, une technique inefficace	124
A. L'inapplicabilité de la présomption en présence de choses incorporelles	124
B. L'inopportunité de la présomption.....	128
II. L'anormalité de la chose, un critère adaptable.....	132
A. Un recours à la technique du standard.....	133
B. L'état anormal des choses incorporelles.....	137
Conclusion du Chapitre 2	141
Conclusion du Titre 1.....	143
Titre 2 : L'imputation complexe de la responsabilité.....	145
Chapitre 1 : L'usage, la direction et le contrôle des choses incorporelles	147
Section 1 : Une transposition concevable de la notion de garde.....	147
I. Une notion prétendument réservée aux choses corporelles	148
A. L'impression d'une nécessaire corporéité de la chose gardée : une jurisprudence en trompe-l'œil	148
B. Le triomphe de la garde dite « matérielle », une confusion terminologique.....	151
II. Une adaptation possible aux choses incorporelles	154
A. L'intellectualisation de la garde.....	154
B. La maîtrise intellectuelle des choses incorporelles	161
Section 2 : Une mise en œuvre problématique.....	163
I. Des difficultés renforcées	163
A. L'indifférence du discernement : des contradictions accentuées.....	163
B. Le caractère alternatif de la garde et les limites de la garde commune	166
II. Une casuistique aggravée.....	170
A. L'attribution de la garde, source d'une incertitude préexistante.....	170
B. La garde complexe des choses incorporelles.....	173
Conclusion du Chapitre 1	177
Chapitre 2 : La complexité de la dualité des gardes	179
Section 1 : Une persistance de la garde juridique à travers le mécanisme présomptif.....	179
I. Le recours discutable à la technique présomptive.....	180
A. L'élaboration d'une présomption de garde.....	180
B. Un recours injustifié	183

II. Une présomption erronée	186
A. Un raisonnement probabiliste inexact	186
B. La persistance d'une conception juridique de la garde à côté de la garde de fait	190
Section 2 : La cohabitation de la garde juridique et de la garde de fait	193
I. Les manifestations de la cohabitation	193
A. L'analyse de la théorie de la distinction des gardes : une dualité perceptible	193
B. Une cohabitation jurisprudentielle	197
II. Une cohabitation néfaste	200
A. Une justification à la complexité de l'imputation.....	200
B. Une cohabitation prévisible en présence de choses incorporelles.....	204
Conclusion du Chapitre 2	207
Conclusion du Titre 2.....	209
Conclusion de la Première partie	211

SECONDE PARTIE

LA RÉSILIENCE DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES 213

Titre 1 : Le rejet de remèdes extrinsèques à la responsabilité du fait des choses ...	217
Chapitre 1 : Le droit spécial, une solution limitée.....	219
Section 1 : L'inefficacité des régimes existants.....	219
I. La législation sur les accidents de la circulation	220
A. Le véhicule autonome, un véhicule terrestre à moteur impliqué dans un accident.....	221
B. Une solution à l'efficacité relative.....	224
1. La notion d'accident et la désignation du responsable : des adaptations requises	224
2. Une application restreinte	228
II. La responsabilité du fait des produits défectueux	229
A. Un régime applicable en présence de choses incorporelles.....	229
B. Une solution partielle	233
1. Le défaut et le risque de développement, des notions à confronter aux choses incorporelles	234
2. Un champ d'application limité	239
Section 2 : L'élaboration ardue d'un droit spécial.....	243
I. La création de plusieurs régimes spéciaux : l'échec de la logique pointilliste.....	243
A. Des régimes spéciaux justifiés par le risque	245
1. Le risque-profit	245
2. Le risque créé.....	246
B. Une solution insatisfaisante	251

II. Un régime spécial unique : une impossible vision d'ensemble	254
A. Une catégorie hétéroclite : un équilibre inaccessible entre spécialité et généralité	254
B. Une solution injustifiée.....	256
Conclusion du Chapitre 1	263
Chapitre 2 : L'abandon de la responsabilité du fait des choses, une solution sévère	265
Section 1 : Une absence de justifications pratiques à relativiser	265
I. Un champ d'application persistant.....	265
A. Une amputation partielle du domaine d'application de la responsabilité du fait des choses.....	266
B. Un domaine d'application renouvelé : les choses incorporelles	270
II. Une complexité remédiable.....	273
A. La responsabilité du fait des choses, une source de perturbation du droit des obligations	274
B. La fin de la perturbation et le maintien de la responsabilité du fait des choses	281
Section 2 : Un régime justifié par la poursuite d'une finalité	289
I. Les limites des fonctions indemnitaire et répressive de la responsabilité civile.....	291
A. L'affaiblissement de la fonction indemnitaire : de la responsabilité individuelle à la collectivisation des risques	291
B. La peine privée, une fonction à dépasser.....	298
II. La fonction correctrice de la responsabilité civile et le rôle de la responsabilité du fait des choses	306
A. La correction nécessaire des situations injustes	307
B. Le rôle de la responsabilité du fait des choses dans la mise en œuvre de la fonction correctrice	311
Conclusion du Chapitre 2	315
Conclusion du Titre 1	317
Titre 2 : Le recours à la garde juridique comme moyen de la résilience	319
Chapitre 1 : Un critère d'imputation justifié.....	321
Section 1 : La prévalence de la garde juridique sur la garde de fait.....	321
I. Les faiblesses de la garde de fait.....	321
A. Un critère incohérent avec une responsabilité objective	321
B. Un critère imprécis	324
II. La garde juridique : la propriété comme critère d'imputation	325
A. Un critère justifié par la capacité à répondre du dommage	326
B. Le gardien de la chose : le propriétaire	327
Section 2 : La garde juridique adaptée aux choses incorporelles.....	332
I. L'admission de la propriété de l'incorporel	332
A. La théorie classique et le dogme de la corporéité.....	333

B. Les métamorphoses du droit des biens et l'appropriation de l'incorporel	337
1. L'érosion de la conception classique	337
2. Une conception économique de la propriété.....	340
II. Un critère d'imputation générique	342
A. Les objets de propriété intellectuelle.....	342
1. La propriété intellectuelle, une propriété.....	342
2. La garde juridique et les créations intellectuelles.....	346
B. Les biens en dehors de la propriété intellectuelle.....	352
Conclusion du Chapitre 1	355
Chapitre 2 : Une mise en œuvre efficace du critère.....	357
Section 1 : L'identification d'un gardien	357
I. La preuve de la propriété par la possession	358
A. La possession des meubles corporels	358
B. L'exclusion de la possession des meubles incorporels.....	360
II. Le recours à la preuve indiciare	362
A. L'existence de registres.....	362
B. L'absence de registre et d'effet acquisitif de la possession	364
Section 2 : Des difficultés dépassées	367
I. Une sévérité relative : le rôle de l'assurance.....	367
A. L'évolution corrélative de la responsabilité civile et de l'assurance au soutien de la garde juridique.....	368
B. Un critère économiquement viable.....	375
II. L'hypothèse de l'absence de propriétaire.....	379
A. Des hypothèses occasionnelles.....	379
B. Une absence de responsable, une situation tolérable.....	382
Conclusion du Chapitre 2	385
Conclusion du Titre 2.....	387
Conclusion de la seconde partie.....	389
Conclusion générale	391
Bibliographie	395
Index alphabétique	409